ASSEMBLÉE NATIONALE

17 octobre 2024

PLF POUR 2025 - (N° 324)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° I-809

présenté par

Mme Sas, M. Amirshahi, Mme Arrighi, Mme Autain, Mme Balage El Mariky, Mme Belluco, M. Ben Cheikh, M. Biteau, M. Arnaud Bonnet, M. Nicolas Bonnet, Mme Chatelain, M. Corbière, M. Davi, M. Duplessy, M. Fournier, Mme Garin, M. Damien Girard, M. Gustave, Mme Catherine Hervieu, M. Iordanoff, Mme Laernoës, M. Lahais, M. Lucas-Lundy, Mme Ozenne, M. Peytavie, Mme Pochon, M. Raux, Mme Regol, Mme Sandrine Rousseau, M. Ruffin, Mme Sebaihi, Mme Simonnet, Mme Taillé-Polian, M. Tavernier, M. Thierry et Mme Voynet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 7, insérer l'article suivant:**

L'article L. 312-31 du code des impositions sur les biens et services est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Les deux premiers alinéas ne s'appliquent pas aux usines exercées de raffinage de pétrole brut ou de produits pétroliers. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à supprimer, dès 2025, l'exonération d'imposition dont bénéficient les raffineries pour la consommation d'une partie du pétrole brut qu'elles traitent pour répondre à leurs propres besoins énergétiques. Ainsi, une raffinerie utilise l'équivalent de 4 à 15 % de son approvisionnement en brut pour répondre à ses propres besoins énergétiques, y compris sa production d'électricité.

Le processus de raffinage nécessite une quantité considérable d'énergie, que ce soit pour chauffer le pétrole brut, faire fonctionner les équipements ou transporter les produits finis. Cette demande énergétique est généralement satisfaite par l'utilisation de combustibles fossiles, ce qui entraîne une émission supplémentaire de gaz à effet de serre.

Les raffineries produisent également des déchets et des rejets polluants, tels que des produits chimiques toxiques, des métaux lourds et des composés organiques volatils. Ces polluants peuvent contaminer les sols, l'air et l'eau environnants, affectant la qualité de l'environnement et la santé humaine.

Enfin, les raffineries perpétuent notre dépendance aux combustibles fossiles.

C'est pourquoi nous proposons la suppression de cette niche fiscale néfaste à l'environnement à partir de 2025. Cette mesure permettra à l'Etat d'économiser 300 millions d'euros dès sa mise en place.